



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 JUIN 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1725

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTE.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous.—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de JUIN mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents au no re cité de Québec :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th JUNE, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1726

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIRST day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIRST day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1235

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the ELEVENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIT NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

1236

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de juin 1907, incorporant MM. Donald Munro et Alfred Joyce, marchands, William W. Dunlop, gentilhomme, James M. Arthur, comptable, Alexander Bremner, marchand, James H. Maher, entrepreneur, Joseph Beaubien, gérant, Louis D. Perham, officier de douane, Robert K. Lovell, imprimeur, tous de la ville d'Outremont, et Charles P. Beaubien, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : acheter ou acquérir autrement, posséder, construire, développer, améliorer, louer, vendre, mettre à profit toute propriété immobilière et en disposer, dans la province, y compris les maisons de club, bâtisses pour réunion publique, terrains athlétiques et de jeux, et pour et en aucune autre manière retirer des bénéfices d'iceux, sous le nom de "The Outremont Land Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville d'Outremont.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1919

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de juin 1907, incorporant MM. James M. Mitchell, agent d'immeubles, Benjamin Burland, agent financier, Louis J. Cartier, comptable, William Alexander McKay, gentilhomme, et Louis A. Derome, notaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires d'une compagnie de mines, de moulins, de réduction et de développement.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1907, incorporating Messrs. Donald Munro and Alfred Joyce, merchants, William W. Dunlop, gentleman, James M. Arthur, accountant, Alexander Bremner, merchant, James H. Maher, contractor, Joseph Beaubien, manager, Louis D. Perham, custom officer, Robert K. Lovell, printer, all of the town of Outremont, and Charles P. Beaubien, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to purchase or otherwise acquire, hold, build, develop, improve, lease, sell, dispose of, turn to account, any immovable property, within the province, including club houses, buildings for public entertainment, athletic or sportive grounds, and to, in any other manner, derive benefit from the same, under the name of "The Outremont Land Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Outremont.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1920

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1907, incorporating Messrs. James M. Mitchell, real estate agent, Benjamin Burland, financial agent, Louis J. Cartier, accountant, William Alexander McKay, gentleman, and Louis A. Derome, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To carry on the business of a mining, milling, reduction and development company.

Chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer, d'asbeste et autres mines, minéral et autres dépôts et propriétés, et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer et autrement, traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie, et les rendre propres pour le commerce et de les vendre, ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement, acquérir par achat, loyer, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux et droits de mines, options, pouvoirs, privilèges, eau et autres droits, droits de patentes, lettres patentes d'invention, opération et machines ou autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, hypothéquer, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport; construire, maintenir, travailler et mettre en opération, sur la propriété de la compagnie ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, des pouvoirs d'eau, chemins, jetées, quais, bâtisses, manufactures, boutiques, moulins, et autres travaux et machines, matériel et fournitures électriques ou autres de toute description; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toute sorte de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par les ouvriers et autres employés; prendre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus ou en disposer autrement, ou pour effets fournis, ou pour travail fait par contrat ou autrement, des actions, débentures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, et de les vendre ou en disposer autrement;

Faire aucun arrangement de partage de profits, union d'intérêts ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire aucune affaire ou transaction qui peut être au bénéfice de cette compagnie; acheter ou acquérir autrement et entreprendre tous ou aucune partie de l'actif, affaires, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux, et de payer par tels achats ou telles acquisitions soit en argent ou en actions complètement payées de cette compagnie, ou partie en argent ou en partie dans les dites actions de cette compagnie; faire tous les actes, affaires et choses en rapport ou nécessaires au progrès des susdits objets ou aucun d'eux; louer, vendre la propriété et l'actif de la compagnie ou aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, y compris les actions, obligations ou garanties d'aucune compagnie achetant ou requérant icelles; aider par garantie, endossement, avances ou autrement toute compagnie dont les actions du fonds social a été acquis et est en la possession de la compagnie, sous le nom de "The Chibogomo Bonanza Mining Company", avec un fonds social d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1917

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de juin 1907, incorporant Messrs.

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, coal, iron, asbestos and other mines, mineral and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate and otherwise treat, ores, metals and minerals whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof, or any interest therein; to acquire by purchase, lease, concessions, license, exchange or other legal title, mines, mining lands, easements, mineral properties or any interests therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges water and other rights, patent rights, letters patent of invention, processors and mechanical or other contrivances, and either absolutely or conditionally, and either solely or jointly with other, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof, or any interest therein; to construct, maintain, work and operate on the property of the company or on property controlled by the company, water powers, roads, piers, wharves, buildings, manufactories, shops, mills and other works and machinery, plant and electrical or other appliances of every description, and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores, implements, provisions, chattels and effects required by the company or its workmen or servants; to take, acquire and hold as the consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of, or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any company having objects similar to those of this company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, or cooperation with any other person or company, carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to this company; to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose thereof, and to pay for such purchases or acquisitions either in money or in fully paid up shares of this company, or partly in money or partly in such shares of this company; to do all such acts, matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the above objects or any of them; to lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring same; to aid by guarantee, endorsement, advances or otherwise any company, shares of whose capital stock has been acquired and are held by the company, under the name of "The Chibogomo Bonanza Mining Company", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1918

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1907, incorporating Messrs.

Georges Tanguay, Gaspard Lemoine, Edward Maurice Lennon, Charles A. Paradis, Léon M. Carrier, Désiré E. Drolet, Napoléon Drolet et Cyrilla Kirouac, tous marchands, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir : de promouvoir le commerce des requérants et le commerce en général, de les protéger et de les réunir pour obtenir ce but commun, sous le nom de "L'Association des Marchands de Farine, Grains et Provisions de Québec," avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1921

No 2116-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph (des Cèdres), dans le comté de Soulanges, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph des Cèdres, comté de Soulanges, les numéros 1 et suivants jusqu'à 16 inclusivement, les numéros 124 et suivants jusqu'à 147 inclusivement, les numéros 308 et suivants jusqu'à 425 inclusivement, et tous les biens-fonds se trouvant dans le village incorporé de Soulanges, connus au cadastre officiel de ce village, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 226 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Laurent des Cèdres.

1939

No 114.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Médard, dans le comté d'Arthabaska, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton de Warwick, les numéros 621, 622, 623 et 624, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Elisabeth de Warwick, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

1941

No 3705.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Médard, dans le comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Warwick, les numéros 607 et suivants jusqu'à 620 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Albert de Warwick.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 4040.06

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Camille, dans le comté de Wolfe, le bien-fonds ayant au cadastre officiel pour le onzième rang du canton de Saint-Camille, le No 54

Georges Tanguay, Gaspard Lemoine, Edward Maurice Lennon, Charles A. Paradis, Léon M. Carrier, Désiré E. Drolet, Napoléon Drolet and Cyrille Kirouac, all merchants, of the city of Quebec, for the following purposes, namely : to promote the business of the petitioners and commerce generally, and to associate them to obtain this common end by the name of "L'Association des Marchands de Farine, Grains et Provisions de Québec", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of June 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1922

No. 2116-06

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint Joseph (des Cèdres), in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Joseph des Cèdres, in the county of Soulanges, as numbers 1 and following to 16 inclusively, the numbers 124 and following to 147 inclusively, the numbers 368 and following to 425 inclusively, and all the lots situated in the incorporated village of Soulanges, known on the official cadastre of this village, as numbers 1 and following to 226 inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of Saint Laurent des Cèdres.

1940

No. 114.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Medard, in the county of Arthabaska, the lots bearing on the official cadastre of the township of Warwick, the numbers 621, 622, 623 and 624, and to annex them to the school municipality of Sainte Elizabeth de Warwick, in the same county.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1907.

1942

No. 3705.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Medard, in the county of Arthabaska, the lots bearing on the official cadastre of the township of Warwick, the numbers 607 and following to 620 inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Albert de Warwick.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No. 4040.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Camille, in the county of Wolfe, the lot bearing on the official cadastre for the eleventh range of the township of Saint-Camille,

et la moitié sud-est du bien-fonds voisin ayant au même cadastre le No 53, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Ham Sud, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1907. 1943

No 5 0.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Zacharie, dans le comté de Beauce, les biens-fonds du huitième rang du canton de Metgermette-Nord, ayant les numéros un et suivants jusqu'à 63 inclusivement, ceux du 9e rang du même canton, ayant les numéros un et suivants jusqu'à 73 inclusivement, et ceux du 10e rang du même canton, ayant les numéros 20 et suivants jusqu'à 73 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Sainte-Aurélie."

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 393 07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, le territoire dont suit la description, savoir :

1° Le village de Saint-Jérôme, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur, en date du 29 avril 1898 ;

2° Les lots ayant au cadastre officiel du rang A du canton de Metabetchouan, les numéros 1r, 2a, 2b, 2c, 2g, 3b, 3c, 3d, 4, 5 et 6b ;

3° Les lots connus au cadastre officiel du 1er rang du canton Caron, sous les numéros 41a, 44a, 45a, 45b, 45d, 45f, 45g, 46a, 46b ;

4° Les lots ayant au cadastre officiel du rang sud du canton Caron, les numéros 78, 79, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101 et 102 ;

Et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Saint-Jérôme."

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 420.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 8 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de La Minerve, dans le comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant les numéros un et suivants jusqu'à 16 inclusivement, du premier rang du canton de La Minerve, les réunir aux biens-fonds ayant les numéros 21 et suivants jusqu'à 41 inclusivement, de chacun des rangs A, B et C du canton Labelle, ne formant partie d'aucune municipalité scolaire, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Labelle."

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907. 1945

No 1175.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de limitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de

the No. 54, and the south east half of the adjoining lot having on the same cadastre the No. 53, and to annex them to the school municipality of Saint Joseph of Ham South, in the same county.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1944

No. 550.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Zacharie, in the county of Beauce, the lots of the eight range of the township of Metgermette North, bearing the numbers one and following to 63 inclusively, those of the 9th range of the same township, bearing the numbers one and following to 73 inclusively, and those of the 10th range of the same township, having the numbers 20 and following to 73 inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality, under the name of "Sainte Aurélie."

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No 393.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John, the territory described as follows :

1. The village of Saint Jérôme, with the limits which are assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor, dated the 29th of April, 1898.

2. The lots having on the official cadastre of range A of the township of Metabetchouan, the numbers 1r, 2a, 2b, 2c, 2g, 3b, 3c, 3d, 4, 5 and 6b ;

3. The lots known on the official cadastre of the township Caron, the numbers 41a, 44a, 45a, 45b, 45d, 45f, 45g, 46a, 46b ;

4. The lots having on the official cadastre of the south range of the township Caron, the numbers 78, 79, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101 and 102 ;

And to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Village of Saint Jérôme."

This erection will come into force only on the first of July next, 1907.

No. 420.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th June instant, 1907, to detach from the school municipality of La Minerve, in the county of Ottawa, the lots bearing the numbers one and following to 16 inclusively, of the first range of the township of La Minerve, to reunite them to the lots having the numbers 21 and following to 41 inclusively, of each of the ranges A, B and C of the township Labelle, not forming part of any school municipality, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of Labelle.

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1946

No. 1175 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Felix of Valois, in the county

Joliette, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix de-Valois, les numéros 635, 636, 637, 639 et 641, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint Cléophas, dans le même comté. 1845.2

No 988.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Chambly, dans le comté de Chambly, les biens-fonds, dont l'un contient deux arpents et six perches de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, et l'autre contient trois arpents et 32 pieds de largeur sur 31 arpents de profondeur, bornés en front au chemin de la Grande-Ligne, formant partie des immeubles connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, sous les numéros 300 et 301, et les annexer à la municipalité scolaire de Chambly, dans le même comté. 1847.2

No 1322.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Bois de-L'Ail, dans le comté de Portneuf, l'emplacement appartenant à Siméon Richard, faisant partie d'un bien-fonds connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, sous le numéro douze, et l'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Basile, dans même comté. 1843.2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Hull, P. Q., le 9 juillet 1907 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres et Forêts.

1839.2

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Saint-Joseph, comté de Richelieu, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 5 juin 1907.

1851.2

Québec, 29 mai 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par Lauréat Pelletier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Jérôme, comté du lac Saint Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Séverin Dumais, en son vivant, notaire public, pratiquant en la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1767.3

of Joliette, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Felix of Valois, as numbers 635, 636, 637, 639 and 641, and to annex them to the school municipality of Saint Cléophas, in the same county. 1846

No. 988 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the municipality of the village of Chambly, in the county of Chambly, the lots one of which has two arpents and six perches in width by forty two arpents in depth, and the other has three arpents and 32 feet in width by 31 arpents in depth, bounded in front by the Grand Line, forming part of the lots known on the official cadastre of the parish of Saint-Joseph of Chambly, as numbers 300 and 301, and to annex them to the school municipality of Chambly, in the same county. 1848

No. 1322-07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Bois de-L'Ail, in the county of Portneuf, the lot belonging to Siméon Richard, forming part of a lot known on the official cadastre of the parish of Saint Basile, as number twelve, and to annex it to the school municipality of the village of Saint Basile, in the same county. 1844

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Hull, P. Q., on the 9th of July, 1907 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands and Forests.

1840

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Saint Joseph, county of Richelieu, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 5th June, 1907.

1852

Quebec, 29th May, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Lauréat Pelletier, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Séverin Dumais, in his lifetime, notary public, practising in the parish of Notre Dame de Hébertville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1768

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, —shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1727

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1728

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and

dant lequel amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, ou de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1729

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Des séances spéciales de la cour d'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant lundi, le 11e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi, le 18e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures s. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

923

Régistrateur.

CHEMIN DE FER DU COMTE DE LÉVIS.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de la section 19 des statuts de la province de Québec, 6 Édouard VII, chapitre 68, une copie authentique de l'acte d'hypothèque et de transport du chemin de fer du comté de Lévis à "The National Trust Company Limited", fideicommissaire des porteurs d'obligations du dit chemin de fer, passé devant Robert H. Barron, notaire, le vingt-neuvième jour de mai mil neuf cent sept, a été déposé au bureau du secrétaire de la province, sous le No 1843/07.

W. G. TALBOT,

Secrétaire-trésorier du chemin
de fer du comté de Lévis.

Montréal, 12 juin 1907.

1957

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1730

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Special sittings of The Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Monday, the 11th day of November A. D., 1907, at 11 a. m.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 18th day of November A. D. 1907, at 11 a. m.

By order,

L. A. AUDETTE,

1924

Registrar.

THE LEVIS COUNTY RAILWAY.

Notice is hereby given that, in accordance with the requirements of section 19 of the statutes of the province of Quebec, 6 Edward VII, chapter 68, an authentic copy of the deed of mortgage and conveyance from the Levis county railway to the National Trust Company Limited, trustee for the holders of the bonds of the said railway, executed before Robert H. Barron, notary, on the twenty-ninth of May, one thousand nine hundred and seven, has been deposited in the office of the provincial secretary, under No. 1843/07.

W. G. TALBOT,

Secretary treasurer of the
Levis county railway.

Montreal, 12th June, 1907.

1958

BARREAU DE TROIS-RIVIERES.—BAR OF THREE RIVERS.

Candidat pour admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of the 2nd July, 1907.

Nom.—Name.	Age.	Résidence.	Collège.
Albert Grenier.	20 ans—years.	Grand'Mère ...	Séminaire de Trois-Rivières et professeur J. Moresau.

J. A. DESY,
Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières.—Secretary Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 5 juin 1907.—Three Rivers, 5th June, 1907. 1931-32

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Candidat pour admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of the 2nd July, 1907.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Résidence.	Age.	Ecole et Collège. School and College.
Lemay..	Joseph Henri....	Sherbrooke.....	21 ans—years....	Séminaire Saint-Charles Borromée, de Sherbrooke, Laval University.

CHAS. D. WHITE,
Secrétaire.—Secretary.
1933-34

Sherbrooke, 10 juin—10th June, 1907.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Québec.—Section of Quebec.

Candidats à l'étude du Droit.—Candidates for the study of law.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Bergeron.....	Thomas Louis.....	25	Jonquières.....	Chicoutimi.
Bernier.....	Hector Joseph.....	20	Québec.....	Québec.
Bernier.....	Henri de St. Aubin..	19	Lévis.....	Lévis.
Boissonneault..	Raoul.....	2	Beauport.....	Séminaire de Québec.
Bernier.....	Paul Emile.....	19	Rimouski.....	Rimouski, Ottawa et Québec.
Cannon.....	Lucien.....	20	Québec.....	Séminaire de Québec.
Chabot.....	A. Hermogène.....	21	St-Laurent I. O....	Séminaire de Québec.
Drapeau.....	Jos. Mousseau.....	21	Rimouski.....	Rimouski et Québec.
Grenier.....	Honoré.....	21	Québec.....	Québec et St-Dunstan's P. E. I.
Langlais.....	Antonio.....	21	St-Octave.....	Ste-Anne et Québec.
Leblanc.....	Jos. Eug. Wilfrid..	23	Kamouraska.....	Ste-Anne.
Robitaille.....	Ludger Amédée.....	21	Québec.....	Séminaire de Québec.
Thériault.....	Élisée.....	23	St-Alexandre.....	Ste-Anne et Lévis.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.
1899-1900.2

Québec, 1er juin—1st June, 1907.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit. — Candidates for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907. — Examinations of the 2nd July, 1907.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Residence.	Collège.
1	Allan	Ralph	19	Montréal	Landsdowne Senior School Montreal.
2	Baillard	Alphonse	22	do	Mont Saint Louis, collège de Montréal et collège Sainte-Marie.
3	Brosseau	Claud	21	Saint-Hilaire	Cours P. Andrie, de Kerméno, collège de Loyola, etc.
4	Burnett	Ralph	19	Montréal	Montreal High School, Trinity Coll. Eng., Saint Alban School, &c.
5	Casgrain	P. F.	20	do	Collège Sainte-Marie, Montréal.
6	Coughlin	D. P.	21	do	Mont Saint-Louis et collège Loyola.
7	Cousins	G. V.	21	do	West Mount Academy, McGill University.
8	Descarries	T. N.	22	Lachine	Collèges de Montréal, St Laurent et Loyola
9	Dugas	J. H.	23	Saint-Jacques L'Achigan.	Col. de L'Assomption et Cours de Kerméno
10	Douce	H. P.	21	Montréal	Mont Saint-Louis
11	Dugas	Maurice	19	Joliette	Collèges Joliette et Sainte-Marie, Montréal
12	Duteau	Gustave	28	Montréal	Inat. Feller, Grande Ligne et Univ. McGill.
13	Eliasophe	Solon	21	do	Quebec High School et prof. Jas. C. Hunter, M. A.
14	Gadbois	T. Emilien	22	Belœil	Collège Comm. du Mont Saint-Bernard, Sorel, et collège Montréal.
15	Howard	C. G.	20	Montréal	Protestant High School, McGill University.
16	Jamieson	John S.	29	do	Toronto University and McGill University.
17	Lajoie	Frs.	23	do	Sém des Trois-Rivières et collège Sainte-Marie, Montréal.
18	Leclaire	Jean	20	do	Collège Sainte-Marie, Montréal.
19	Lighthouse	Bernard	20	do	Royal Arthur School and Catholic High School, Montreal.
20	Mathieu	Armand	21	do	Collège Sainte-Marie, Montréal, et Leblond de B. et de Boissieu.
21	Melanson	Lionel	21	Ste-Marie Salomé	Collège de L'Assomption.
22	Millman	Lazarus	29	Montréal	University, Montreal.
23	Montle	J. M.	25	do	Bedford Academy and Stanstead's College.
24	Morin	Paul	18	do	Protestant High School et collège Sainte-Marie, Montréal.
25	Penny	E. G.	22	do	McGill University.
26	Raymond	B. P.	20	Ville Saint-Louis.	Collège Sainte-Marie, Montréal.
27	Renaud	Armand	20	Joliette	Collège Joliette, collège Sainte-Marie et Cours de Kerméno.
28	Saint-Pierre	A. A.	22	Montréal	Mont Saint-Louis.
29	Tessier	Camille	19	Berthierville	Collèges de Berthierville, Joliette et Sainte Marie, Montréal.
30	Tétreau	Maurice	22	Montréal	Séminaire de Québec et collège Ste-Marie, Montréal.

J. PRUNEAU,

Secrétaire du barreau de Montréal. — Secretary, bar of Montreal.

Montréal, 3 juin—3rd June, 1907.

1871-72

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé, en vertu de la section 18, chapitre 3, titre II, des Statuts refondus de la province de Québec.

EPHREM CHAPUT,

Secrétaire.

Saint-Denis, 8 juin 1907,

1929

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, épouse commune en biens de Nazaire Reignier, hôtelier, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Procureurs de la demanderesse

Montréal, 10 juin 1907.

1935

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company, of the parish of Saint Denis, county of Saint Hyacinth, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and incorporated, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised Statutes of the province of Quebec.

EPHREM CHAPUT,

Secretary.

Saint Denis, 8th June, 1907.

1930

Superior Court.—District of Montreal.

No. 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, wife common as to property of Nazaire Reignier, of the city and district of Montreal, hotelkeeper, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th June, 1907.

1936

Province de Québec,
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dame Philomène Delorme, de la ville de Victoria-ville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, autrefois de la paroisse de Saint-Médard de Warwick, et actuellement dans les états-unis d'Amérique; la dite Dame Philomène Delorme dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Honoré Lambert, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 27 mai 1907.

1927

Province de Québec,
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 120.

Dame Agnès Larivé, de Saint-Cyrille de Wendover, épouse de Edouard Lessard, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Edouard Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour de juin 1907.

J. V. MARCEAU,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 3 juin 1907.

1829.2

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 19.

Dame Malvina Aubertin, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Ludger Lacroix, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Ludger Lacroix, hôtelier, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatre juin 1907.

ALF. TOURIGNY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 4 juin 1907.

1861.2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2060.

Dame Sarah Lentz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Adler, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit William Adler, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

L. S. MARGOLESE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1907.

1787.3

Province de Québec,
District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
No 1656.

Dame Marie Gauthier, Demanderesse ;

vs

Ernest Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Marie Gauthier, de Grandes Bergeronnes, contre son époux, Ernest Lessard, du même lieu, le 29 avril 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 21 mai 1907.

1705.4

Province of Quebec,
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 115.

Dame Philomène Delorme, of the town of Victoria-ville, wife common as to property of Honoré Lambert, heretofore of the parish of Saint Médard de Warwick, and actually in the united states of America; the said Philomène Delorme duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Honoré Lambert, Défendeur.
An action for separation of bed and property has been, this day, instituted against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 27th May, 1907.

1928

Province of Quebec,
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 120.

Dame Agnès Larivé, of Saint Cyrille of Wendover, wife of Edouard Lessard, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

Edouard Lessard, Défendeur.
A suit for separation of property has been taken in this cause, on the 3rd day of June, 1907.

J. V. MARCEAU,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 3rd June, 1907.

1830

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 19.

Dame Malvina Aubertin, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Ludger Lacroix, of the same place, hotelkeeper, duly authorized à ester en justice aux fins des présentes,

Plaintiff ;

vs

Ludger Lacroix, of the town of Magog, district of Saint Francis, hotelkeeper, Défendeur.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the fourth day of June, 1907.

ALF. TOURIGNY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke 4th June, 1907.

1862

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No 2060.

Dame Sarah Lentz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Adler, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said William Adler, Défendeur.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. S. MARGOLESE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1907.

1788

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saguenay. }
No. 1656.

Dame Marie Gauthier, Plaintiff ;

vs

Ernest Lessard, Défendeur.
A suit for separation of property has been brought at the instance of Dame Marie Gauthier, of Grandes Bergeronnes, against her husband, Ernest Lessard, of the same place, on the 29th of April, 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Attorneys for plaintiff.

Chicoutimi, 21st May, 1907.

1706

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 949.

Avis est par le présent donné que Dame Agnès Turgeon, épouse commune en biens de Joseph Jean Petit Clair, plâtrier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

G. A. MARSAN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juin 1907. 1831.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 227.

Dame Mathilde Laframboise, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis Légaré, père, charretier, du même lieu.

ETHIER & LALANDE,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 4 mai 1907. 1707.4

Cour Supérieure—Quebec.

No 1238.

Adèle Corriveau, épouse commune en biens de Evangéliste Corriveau, de la paroisse de Saint-Valier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Evangéliste Corriveau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 18 avril 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 22 mai 1907. 1703.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3507.

Dame Céline Sanche, épouse commune en biens de Fortunat Leduc, maître charretier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice dans la présente action,

Demanderesse ;

vs

Le dit Fortunat Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 19 avril 1907.

BEAUCHESNE & DESJARDINS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 mai 1907. 1597.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 226.

Avis est par les présentes donné que Dame Rosa Corber, épouse commune en biens de Israel Lechner, colporteur, tous deux des cité et district de Montréal, a, le 25 mai 1906, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1907. 1617.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2847.

Dame Sophie Bercovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit Marco Labis, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Marco Labis, de la cité et du district de Montréal, peintre, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été inintitué, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 mai 1907. 1807.3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 949.

Notice is hereby given that Dame Agnès Turgeon, wife common as to property of Joseph Jean Petit Clair, plasterer, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation as to property.

G. A. MARSAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th June, 1907. 1832

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 227.

Dame Mathilde Laframboise, of the parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Louis Légaré, senior, carter, of the same place.

ETHIER & LALANDE,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 4th May, 1907. 1708

Superior Court.—Quebec.

No. 1238.

Adele Corriveau, wife common as to property of Evangeliste Corriveau, of the parish of Saint Valier, duly authorized to appear in judicial proceedings,

vs

The said Evangeliste Corriveau, Defendant.
A suit for separation from bed and board has been brought in this cause, on the 18th of April, 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 22nd May, 1907. 1704

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3507.

Dame Céline Sanche, wife common as to property of Fortunat Leduc, master carter, of the city and district of Montreal, duly authorized to sue in the present action,

Plaintiff ;

vs

The said Fortunat Leduc, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 19th April, 1907.

BEAUCHESNE & DESJARDINS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th May, 1907. 1598

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 226.

Notice is hereby given that Dame Rosa Corber, wife common as to property of Israel Lechner, peddler, both of the city and district of Montreal, has, on the 25th day of May, 1906, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th May, 1907. 1618

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2847.

Dame Sophie Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marco Labis, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

Marco Labis, of the same place, painter, Defendant.
An action for separation as to property, has this days, been instituted by plaintiff against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th May, 1907. 1808

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2750.

Avis est par les présentes donné que Dame Rachel Fleisher, épouse commune en biens de Charles Goldshleger, ancien marchand, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1907. 1615.5

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 972.

Dame Joséphine Deslongchamps, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Onésime Lepage, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure pour le district de Saint-François,
Demanderesse ;

vs

Onésime Lepage, cultivateur, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25e jour d'avril 1907.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 2 mai 1907. 1589.5

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 3498.

Dame Augustine Ouellet, de la paroisse de Saint-Ulric de la rivière Blanche, épouse de Charles Roy, du même lieu, district de Rimouski, journalier, a institué en cette cause une action en séparation de biens contre le dit Charles Roy, le 21 mai 1907.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 4 juin 1907. 1905.2

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la "Calvary Congregational Church, Montreal," demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1739.3

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1663.4

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Isaac Gingras, notaire, résidant à Longueuil, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2750.

Notice is hereby given that Dame Rachel Fleisher, wife common as to property of Charles Goldshleger, formerly trader, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th May, 1907. 1616

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 972.

Dame Joséphine Deslongchamps, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Onésime Lepage, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings by one of the Honorable judges of the superior court for the district of Saint Francis,
Plaintiff ;

vs

Onésime Lepage, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis,
Defendant.

A suit for separation of property has been brought in this cause on the 25th day of April, 1907.

M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 2nd May, 1907. 1590

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3498.

Dame Augustine Ouellet, of the parish of Saint Ulric de la rivière Blanche, district of Rimouski, wife of Charles Roy, of the same place, laborer, has instituted in this case an action for separation as to property against the said Charles Roy, the 21st May, 1907.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 4th June, 1907. 1906

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Calvary Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1740

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in Council, by "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1664

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Isaac Gingras, notary, residing at Longueuil, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty

prochain, et ne se terminera qu'après paiement par dit Isaïe Gingras, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PÉRODEAU,

1757.3

Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. François Xavier Alcide Lesage, notaire, résidant à L'Assomption, dans le district de Joliette, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit François-Xavier Alcide Lesage, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,

1753.3

Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Victor Samuel David, notaire, résidant à Saint-Roch, dans le district de Richelieu, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Victor Samuel David de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,

1755.3

Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Herbert Story Hunter, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Herbert Story Hunter, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,

1759.3

Sec. C. N.

second of June next, and will cease only after payment by the said Isaïe Gingras, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,

1758

Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. François-Xavier Alcide Lesage, notary, residing at L'Assomption, in the district of Joliette, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twent second of June next, and will cease only after payment by the said François Xavier Alcide Lesage, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution hereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,

1754

Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Victor Samuel David, notary, residing at Saint Roch, in the district of Richelieu, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Victor Samuel David, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,

1756

Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Herbert Story Hunter, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Herbert Story Hunter, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,

1760

Sec. B. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, oussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Napoléon Clovis Mathieu, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Napoléon Clovis Mathieu, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1761.3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Electric Blue Print Co., (H. E. Pelletier,
prop.), Insolvable.

Avis vous est donné que, le 10^e jour de juin 1907, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 1937

Province de Québec, }
District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
No 36.

Avis est par le présent donné que, le dixième jour de juin 1907, Philippe Jodoin, de Coaticook, dans le dit district, a fait un abandon de ses biens au bureau du protonotaire, à Sherbrooke, sur demande de George D. Harper, de Montréal.

GEORGE D. HARPER,
Gardien provisoire.

Daté, 11 juin 1907. 1947

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 169.

In re Israel Rabinowitch (Rabinowitch & Son),
Farnham, Qué., Failli.

Avis est donné que, le huitième jour de juin 1907, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure pour le district de Bedford.

JOS. DESAUTELS,
Gardien provisoire.

Chambre 220, Board of Trade, Montréal.
Montréal. 8 juin 1907. 1949

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Lachance & Lachance, manufacturiers de chaussures, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge J. C. McCorkill en date du 10 juin 1907, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les créanciers des dits faillis sont requis de pro-

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Napoléon Clovis Mathieu, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Napoléon Clovis Mathieu, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, 1907, thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

1762

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Electric Blue Print Co., (H. E. Pelletier,
prop.), Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of June, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
L. P. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal. 1938

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 36.

Notice is hereby given that, on tenth day of June, 1907, Philippe Jodoin, of Coaticook, in said district, made an abandonment of his property in the office of the prothonotary, at Sherbrooke, upon the demand of George D. Harper, of Montreal.

GEORGE D. HARPER,
Provisional guardian.

Dated, 11th June, 1907. 1948

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 169.

In re Israel Rabinowitch (Rabinowitch & Son),
Farnham, Que., Insolvent.

Notice is given that, on the eighth day of June, 1907, the said insolvent filed his statement at the prothonotary's office of the superior court for the district of Bedford.

JOS. DESAUTELS,
Provisional guardian.

Room. 220, Board of Trade, Montreal.
Montreal, 8th June, 1907. 1950

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Lachance & Lachance, shoe manufacturers, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that, by order of the Honorable judge J. C. McCorkill, dated the 10th day of June, 1907, I have been appointed curator to the estate of the said insolvents.

Creditors of the said insolvents are required to

duire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 12 juin 1907. 1959

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }

Dans l'affaire de J. A. Nadeau, Failli.
Un bordereau de dividende a été préparé ce jour, et sera sujet à objection jusqu'au troisième jour de juillet, après laquelle dite date les dividendes seront payés dans mon bureau, à New Carlisle.

MANCER JAMES KELLY,
Curateur.
New Carlisle, 11 juin 1907. 1955

En Liquidation

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Hector Ross, du canton de Orford, dans le district de Saint-François, entrepreneur, Requéant ;

vs

Ralph H. Fletcher, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, marchand de bois, Intimé.

Avis public est par le présent donné que, je, George E. Borlase, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le 30e jour de mai 1907, ai été dûment nommé liquidateur de la société existante ci-devant entre les dits requérant et intimé.

G. E. BORLASE,
Liquidateur.
Sherbrooke, 7 juin 1907. 1925

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No 5226.

Saint-Jean, le vingt-neuvième jour de mai mil neuf cent sept.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge Paradis.

In re la succession de feu Alexander E. Macdonald, et

Dame Augusta M. Grant *et al*, es-qual,
Héritiers bénéficiaires.

Il est ordonné aux créanciers de la dite succession Alexander E. Macdonald et des héritiers bénéficiaires de produire leurs réclamations contre eux, dans le bureau du protonotaire de cette cour, dans la ville de Saint-Jean, en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, dans la *Gazette Officielle*.

ALPHONSE MORIN,
Protonotaire C. S.

1815.2

Licitation

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 3368.

LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à

file their claims at my office, within a delay of thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 12th June, 1907. 1960

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }

In the matter of J. A. Nadeau, Insolvent.
The dividend sheet has been prepared this day, and will be subject to inspection up till the third day of July, after which said date the dividends will be paid at my office, at New Carlisle.

MANCER JAMES KELLY,
Curator.
New Carlisle, 11th June, 1907. 1956

In Liquidation

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Hector Ross, of the township of Orford, in the district of Saint Francis, contractor, Petitioner ;

vs

Ralph H. Fletcher, of the city of Sherbrooke, in said district, lumber dealer, Respondent.

Public notice is hereby given that, I, George E. Borlase, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, was, on the 30th day of May, 1907, duly appointed liquidator to the partnership heretofore existing between the said petitioner and the said respondent.

G. E. BORLASE,
Liquidator.
Sherbrooke, 7th June, 1907. 1926

Rule of Court

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 5226.

Saint John, the twenty ninth day of May, one thousand nine hundred and seven.

Present : His Lordship Mr. justice Paradis.

In re estate late Alexander E. Macdonald, and

Dame Augusta M. Grant *et al*, es qual,
Beneficiary heirs.

The creditors of the said estate Alexander E. Macdonald and the beneficiary heirs are ordered to file their claims against them, in the office of the prothonotary of this court, in the town of Saint John, in this cause, within fifteen days from the first publication of the present order, in the *Official Gazette*.

ALPHONSE MORIN,
Prothonotary S. C.

1816

Licitation

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 3368.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at

Montréal, dans le district de Montréal, le treizième jour de mai 1907, dans une cause où Dlle Elizabeth Mary Bowden, des cités et district de Montréal, fille majeure, est Demanderesse; et Henry Evan Bowden, Frederick W. Bowden, Ernest A. Bowden, Albert George Bowden, tous des cités et district de Montréal; Sarah Jane Bowden, de la cité de Providence, dans l'état du Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, veuve de Alexander Ormiston; Edward A. Bowden, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique; Walter S. Bowden, de Gananoque, dans la province d'Ontario, sont Défendeurs, et John Bowden, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, est mis en cause, ordonnant la licitation de certain immeuble décrit comme suit, à savoir:

Un lot de terre connu comme lot numéro neuf cent soixante et sept (967), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et les droits y appartenant.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le VINGT SEPTIÈME jour de JUIN 1907, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, ou aussitôt possible, après cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

[BROWN, SHARP & McMICHAEL,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 mai 1907. 1675.2

[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } **IN RE VALERE HEBERT**
No 205. } **I** failli; et **V. E. PARADIS**, curateur.

Conformément à l'article 879 C. P. C.

Un certain lopin de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Kingsville, maintenant Thetford Mines, faisant partie du lot numéro vingt-six du cinquième rang du canton de Thetford, et ci-devant connu et désigné comme étant le lot numéro trente-neuf, du plan fait par F. O. A. Legendre, arpenteur provincial, en octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, actuellement connu et désigné comme étant le lot cadastral numéro trois cent trente-deux (No 332), du dit village de Kingsville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, de la contenance le dit lot de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur. Sujet à l'échange d'une pointe de terre appartenant au dit lot de huit pieds de front au nord ouest à la rue sur la moitié de la profondeur du dit lot contre une semblable pointe de terre à prendre sur le lot numéro 40, du dit plan, ou sur le lot cadastral No 333, le tout suivant les titres.

Sujet, le dit immeuble, au paiement d'une rente

Montreal, in the district of Montreal, on the thirteenth day of May, 1907, in a case in which Miss. Elizabeth Mary Bowden, of the city and district of Montreal, spinster, is Plaintiff; and Henry Evan Bowden, Frederick W. Bowden, Ernest A. Bowden, Albert George Bowden, all of the city and district of Montreal; Sarah Jane Bowden, of the city of Providence, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, widow of Alexander Ormiston; Edward A. Bowden, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America; Walter S. Bowden, of Gananoque, in the province of Ontario, are Defendants, and John Bowden, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, is *mise en cause*, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

A lot of land known as lot number nine hundred and sixty seven (967), on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, and rights connected therewith.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and high st bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1907, at the hour of HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, or as soon as possible thereafter, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BROWN, SHARP & McMICHAEL,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st May, 1907. 1676

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WRIT.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **IN RE VALERE HEBERT**,
No. 205. } **I** insolvent, and **V. E. PARADIS**, curator.

In conformity to article 879 C. C. P.

A certain lot of land or emplacement lying and being in the village of Kingsville, now Thetford Mines, forming part of lot number twenty six of the fifth range, township of Thetford, and heretofore known and described as being lot number thirty nine of the plan made by F. O. A. Legendre, provincial surveyor, in October, eighteen hundred and eighty seven, actually known and described as being cadastral lot number three hundred and thirty two (332), of said village of Kingsville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, containing said lot fifty feet in front by one hundred feet in depth. Subject to the exchange of a land point belonging to said lot of eight feet north westerly, to the street by the half of the depth thereof against a like land point from lot number 40, of said plan or cadastral lot No. 333, the whole as per titles.

Subject, the said immoveable, to the paymen

foncière annuelle de six piastres à la King Asbestos Mines Company.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1907, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 21 mai 1907.

[Première publication, 25 mai 1907.]

Shérif.

1677.2

of an annual *rente foncière* of six dollars to the King Asbestos Mines Company.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1907, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 21st May, 1907.

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff.

1678

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { **G** EORGE BEGIN, Demman-No 470.

BLAIS, Défendeur. } **G** EORGE BEGIN, Demandeur ; contre JOSEPH

BLAIS, Défendeur.

Une terre sise et située dans le douzième rang du canton de Shenley Sud, étant les deux-tiers nord-ouest du lot numéro trente-cinq (35), de la division primitive, et maintenant connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trente-cinq (35) du dit rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour le dit canton de Shenley, contenant 67 acres de terre en superficie, plus ou moins, et ainsi bornée : des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté au tiers sud du dit lot trente-cinq (35), de l'autre côté au lot numéro trente-six (36) du dit rang — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A l'exception d'un moulin sis et situé sur la dite terre, à environ 50 à 60 pieds de la ligne de division des lots trente-cinq (35) et trente-six (36), des dits douzième et treizième rangs de Shenley Sud, et à environ trois arpents du chemin entre les douzième et treizième rangs du susdit canton, circonstances et dépendances.

2° Une terre sise et située dans le douzième rang du canton de Shenley Nord, étant le quart sud-est du lot numéro dix-neuf (19), de la division primitive, et maintenant connue et désignée comme faisant partie du lot numéro dix-neuf A (19 A) du dit rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour le dit canton de Shenley, contenant 50 acres de terre en superficie, plus ou moins, et ainsi bornée : des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté par le terrain de Georges Toulouse, et de l'autre côté par celui de Céline Thibodeau—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire de la dite terre : un emplacement mesurant 72 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, et ainsi borné : en front par le chemin, dans le trait carré entre les douzième et treizième rangs des trois autres côtés par le terrain de Joseph Blais ; le dit emplacement se trouvant environ à moitié chemin des lignes de chaque côté du terrain du dit Joseph Blais et à l'endroit où il est clôturé et occupé par les commissaires d'écoles—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un morceau de terre de 30 acres en superficie, plus ou moins, et faisant partie des lots numéros trente-sept A (37 A), trente-sept B (37 B), trente-huit A (38 A), trente-huit B (38 B), et trente-neuf, pour le treizième rang de Shenley Sud, et ainsi borné : en front par le chemin public du douzième rang, et en profondeur à une petite rivière—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, le VINGT-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { **G** EORGE BEGIN, Plaintiff.

BLAIS, Defendant. } **G** EORGE BEGIN, Plaintiff ; against JOSEPH

BLAIS, Defendant.

A land situate and being in the twelfth range of the township of Shenley South, being the north west two thirds of lot number thirty-five (35), of the primitive division, and now known and described as forming part of the lot number thirty five (35), of the said range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce, for the township of Shenley, containing 67 acres of land in area, more or less ; and bounded at both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by the south third of the said lot thirty five (35), and on the other side by lot number thirty six (36), of the said range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Excepting a mill, situate and being on the said land, at about 50 to 60 feet from the division line of the lots thirty five (35) and thirty six (36), of the said twelfth and thirteenth ranges of Shenley South, and at about three arpents from the road between the twelfth and thirteenth ranges of the said township, circumstances and dependencies.

2. A land situate and being in the twelfth range of the township of Shenley North, being the south east quarter of the lot number nineteen (19), of the primitive division and now known as forming part of the lot number nineteen A (19 A), of the said range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce, for the said township of Shenley, containing 50 acres of land in area, more or less, and bounded : at both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by the lot of Georges Toulouse, and on the other side by Céline Thibodeau—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Reserving and excepting from the said land : a lot measuring 72 feet in front by 90 feet in depth, and bounded : in front by the road in the division line between the twelfth and thirteenth ranges, on the other three sides by the land of Joseph Blais ; said lot being about midway from the lines on each side of the land of the said Joseph Blais and at the place where it is fenced and occupied by the school commissioners—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A piece of land of 30 acres in area, more or less, and forming parts of the lots numbers thirty seven A (37 A), thirty seven B (37 B), thirty eight A (38 A), thirty eight B (38 B), and thirty nine, for the thirteenth range of Shenley South, and also bounded ; in front by the main road of the twelfth range, and in rear by a small river—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the TWENTY FIFTH

Sheriff's Sales—Beauce

CINQUIEME jour de JUIN prochain 1907, à ONZE heures de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 20 mai 1907.

1657-2

[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **HERBERT H. BALL**, du
District de Bedford, } le village de Granby, dans
No 7755. } le district de Bedford. Dem-

mandeur : contre les biens et terres de **DAME HELENE POISSANT**, de la paroisse de Saint Thomas, dit district, veuve de feu Désiré Poissant, en son vivant du même lieu, et Emile Poissant, Hector Poissant, Oswald Poissant, de la dite paroisse, et Victor Poissant, des ville et district d'Iberville, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Une terre supposée contenir deux cent douze acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées, étant les lots numéros deux cent vingt (220), deux cent vingt et un (221), deux cent vingt-deux (222) et deux cent vingt-trois (223), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas, comté de Missisquoi et district de Bedford.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jacques de Clarenceville, dans la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, à Clarenceville ainsi appelée, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **JUIN** prochain 1907, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 18 mai 1907. 1649.2

[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint Jean, à savoir : } **GERMAIN BON-**
No 4324. } **NEAULT**, marchand,

de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur : contre les terres et tenements de **FLAVIEN D. CARREAU**, du même lieu, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé au côté est de la rue Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent cinquante-neuf (No 159)—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le **SEI-**

day of **JUNE** next, 1907, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 20th May, 1907. 1658

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **HERBERT H. BALL**, of
District of Bedford, } the village of Granby,
No. 7755. } in the district of Bedford,

Plaintiff ; against the goods and lands of **DAME HELENE POISSANT**, of the parish of Saint Thomas, said district, widow of the late Désiré Poissant, in his lifetime of the same place, and Emile Poissant, Hector Poissant, Oswald Poissant, of the said parish, and Victor Poissant, of the town and district of Iberville, jointly and severally, Defendants.

A farm supposed to contain two hundred and twelve acres of land in superficies, more or less—as well as all the buildings thereon erected, being lots number two hundred and twenty (220) two hundred and twenty one (221), two hundred and twenty two (222) and two hundred and twenty three (223), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Thomas, county of Missisquoi and district of Bedford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jacques de Clarenceville, in the parish of Saint George de Clarenceville, at Clarenceville so called, in the county of Missisquoi and district of Bedford, on the **TWENTY NINTH** day of **JUNE** next, 1907, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif
Sweetsburg, 18th May, 1907. 1650

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **GERMAIN BONNEAULT**,
No. 4324. } **G** merchant, of the town of

Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of **FLAVIEN D. CARREAU**, of the same place, Defendant.

A piece of ground lying and situate on the east side of Jacques Cartier street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and fifty nine (No. 159)—with a brick house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the **SIXTEENTH** day

ZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 juin 1907. 1951
[Première publication, 15 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN WAUDBY VERNER, No 1277. } NER, des cité et district de Montréal, marchand, Demandeur ; contre les terres et tenements de A. G. BROWN, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Delisle, composé :

1° D'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme lot numéro cent trente-six (No 136)—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées ; borné en front par la rue Delisle.

2° D'un morceau de terre, étant les deux tiers nord-est du lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (No 285), sur un certain plan de la propriété de Workman et Delisle, fait par H. M. Perrault, arpenteur juré, et déposé de record dans le bureau de feu Mtre T. Doucet, par acte de dépôt daté le 23ème jour de mars 1864, le dit morceau de terre contenant trente pieds de front sur 80 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; le dit morceau de terre étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme lot numéro cent trente-cinq (No 135) ; borné en front par la rue Delisle, en arrière au nord-ouest par le lot officiel numéro cent vingt-trois (No 123), sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, d'un côté au nord-est par le lot officiel numéro cent trente-six (No 136), sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages, lambrissées en briques, et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 22 mai 1907. 1709.2
[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } OCTAVE J. BEAUCHAMP, No 3614. } commerçant, du canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, Demandeur ; contre JOSEPH MADORE, du même lieu, journalier, Défendeur, à savoir :

of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 12th June, 1907. 1952
[First published, 15th June, 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN WAUDBY VERNER, No 1277. } of the city and district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of A. G. BROWN, of the same place, Defendant

A certain emplacement situate in the Saint Joseph ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Delisle street, composed :

1. Of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as lot No. one hundred and thirty six (No. 136)—with a house and other buildings thereon erected ; bounded in front by Delisle street.

2. Of a piece and parcel of land, being the north east two-thirds of lot number two hundred and eighty five (No. 285), on a certain plan of the Workman and Delisle property, made by H. M. Perrault, sworn land surveyor, and deposited of record in the office of the late Mtre T. Doucet, by acte de dépôt, dated 23rd of March, 1864, and containing said piece and parcel of land 30 feet in front by 80 feet in depth, the whole english measure, more or less ; said piece and parcel of land being the north east part of lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as lot number one hundred and thirty five (No. 135) ; bounded in front by Delisle street, in rear to the north west by official lot number one hundred and twenty three (No. 123), on the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, on one side to the north east by official lot number one hundred and thirty six (No. 136), on the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with a two story wooden house encased in brick and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 22nd May, 1907. 1710
[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } OCTAVE J. BEAUCHAMP, No 3614. } trader, of the township of Templeton, in the district of Ottawa, Plaintiff ; against JOSEPH MADORE, of the same place, laborer, Defendant, to wit :

Partie du lot treize C (13 C), dans le deuxième rang du canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, conformément au plan et livre de renvoi officiels, ayant 55 pieds sur 120 pieds; borné au nord par le chemin du 2e rang de Templeton, ayant 55 pieds, plus ou moins, sur le dit chemin en largeur, à l'est par un chemin de 26 pieds de largeur, au sud par la propriété de Mlle Elizabeth Tully, et à l'ouest par une ligne de 129 pieds, plus ou moins, du dit chemin de 26 pieds parallèle à celui et angles droits jusqu'au chemin en premier lieu mentionné ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 21 mai 1907. Shérif, 1699.2
[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **GEORGE M. RAW-**
District de Pontiac. } **LINS**, commerçant,
No 849. } de la ville de Pembroke,
dans le comté de Renfrew, province d'Ontario. Dem-
mandeur; contre J. A. GIGUERE, médecin, de
Chapeau, dans le canton de l'Île aux Allumettes,
district de Pontiac; Défendeur, à savoir :

Lot numéro onze, dans le 5e rang du village de Chapeau, situé sur le côté sud de la rue Saint-Jacques, le dit lot étant partie du lot original numéro 36, dans le deuxième rang de l'Île aux Allumettes; borné au nord par la rue Saint-Jacques, à l'ouest par le lot numéro 37, au sud partie par les lots dix et onze, dans le 5e rang de Chapeau village, et à l'est par le lot dix A, aussi les deux maisons en charpente à deux étages prêtes à être lambrissées, situées sur le dit lot sur le côté sud de la rue Saint-Jacques, dans le dit village, portant aucun numéro—ensemble avec une cuisine y annexée.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN dix-neuf-cent-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 20 mai 1907. Shérif, 1697.2
[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THE PEOPLE'S BANK OF**
No 486. } **HALIFAX**; vs. **GEORGE**
SISSONS, à savoir :

Les lots Nos 488, 489 et 490 (quatre cent quatre-vingt-huit, quatre cent quatre-vingt-neuf et quatre cent quatre-vingt-dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant des lots de terre situés seigneurie de Bourg-Louis—avec moulin et autres bâtisses d'aus construites, circonstances et dépendances.

Part of lot thirteen C (13 C), in the second range of the township of Templeton, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference, being 55 feet by 120 feet; bounded on the north by the road of the 2nd range of Templeton, being 55 feet, more or less, on said road in width, on the east by a roadway, 26 feet wide, on the south by the property of Miss Elizabeth Tully, and on the west by a line 129 feet, more or less, from the said 26 feet roadway parallel thereto and at right angles to the first mentioned road—together with the buildings and all improvements thereto.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 21st May, 1907. Sheriff, 1700
[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } **GEORGE M. RAWLINS**,
District of Pontiac. } **trader**, of the town of
No 849. } **Pembroke**, in the county of
Renfrew, province of Ontario, Plaintiff; against
J. A. GIGUERE, physician, of Chapeau, in the
township of Allumettes Island, district of Pontiac,
Defendant, to wit :

Lot number eleven, in the 5th range of the village of Chapeau, situated on the south side of Saint James street, the same being part of original lot number 36, in the second range of Allumettes Island; bounded on the north by Saint James street, on the west by lot number 37, on the south partly by lots ten and eleven, in the 5th range of Chapeau village, and on the east by lot ten A, also the two story frame houses ready for veneering, situated on said lot on the south side of Saint James street, in the said village, bearing no number—together with a kitchen thereunto annexed.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTY SIXTH day of JUNE, nineteen hundred and seven, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Bryson, 20th May, 1907. Sheriff, 1698
[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **THE PEOPLE'S BANK OF**
No 486. } **HALIFAX**; vs. **GEORGE**
SISSONS, to wit :

Lots Nos. 488, 489 and 490 (four hundred and eighty-eight, four hundred and eighty-nine and four hundred and ninety), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being lots of land situate in the seigniorie of Bourg-Louis—with mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 30 mai 1907. 1799.2
[Première publication, 1er juin 1907.]

FIERI FACIAS.

MANDAT DE CURATEUR.

Québec à savoir : } J. EDGAR CLOUTIER ET
No 1164 } AL. ES QUALITÉ, faillis, et
VITAL-ELZEAR PARADIS, curateur, à savoir :
1° Le lot No 4024 (quatre mille vingt quatre), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin sud-ouest des rues Saint-Joachim et Saint-Augustin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 4024a (quatre mille vingt-quatre a), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la rue Saint-Joachim—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 mai 1907. 1711.2
[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALLEN WRIGHT
No 670. } A GIARD, Demandeur ; contre BAPTISTE SPOONER, Défendeur, et JOSEPH EDOUARD SPOONER, Opposant.

Saisi comme appartenant au dit opposant, Joseph Edouard Spooner :

Ce certain morceau de terre ou immeuble situé dans le deuxième rang du canton de Ditton, district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68), des cadastre, plan et livre de renvoi officiels du dit canton ; excepté et moins le droit de jouissance et d'usufruit du dit immeuble pendant la vie du dit Joseph Edouard Spooner, cultivateur, du dit canton, l'usage de la maison et du hangar à bois construits sur le dit immeuble n'étant pas compris dans le droit de jouissance et d'usufruit susdit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 5 juin 1907. 1863
La publication du 8 juin 1907, est nulle.
[Première publication, 15 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, on the FIFTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 30th May, 1907. 1800
[First published, 1st June, 1907.]

FIERI FACIAS.

CURATOR'S WARRANT.

Quebec, to wit : } J. EDGAR CLOUTIER ET
No. 1164. } AL. ES QUALITE, insolvents, and VITAL ELZEAR PARADIS, curator, to wit :
1. Lot No. 4024 (four thousand and twenty four), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the south west corner of Saint Joachim and Saint Augustin streets—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 4024a (four thousand and twenty-four a), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the south side of Saint Joachim street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 23rd May, 1907. 1712
[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALLEN WRIGHT
No. 670. } A GIARD, Plaintiff ; against BAPTISTE SPOONER, Defendant, and JOSEPH EDOUARD SPOONER, Opposant.

Seized as belonging to the said opposant, Joseph Edouard Spooner :

That certain piece of land or immoveable situate in the second range of the township of Ditton, district of Saint Francis, known and described as being lot number sixty eight (68), of the official cadastral plan and book of reference of the said township ; excepting and reserving, however, the right of enjoyment and usufruct of the said immoveable during the lifetime of the said Joseph Edouard Spooner, farmer, of the said township, the use of the house and wood shed erected on the said immoveable not being comprised in the right of enjoyment and usufruct aforesaid.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.
Sherbrooke, 5th June, 1907. 1864
The publication of the 8th June, 1907, is null.
[First published, 15th June, 1907.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe. } **D**ION & GREGOIRE, De-
 No 300. } mandeurs ; vs WILBROD
 HOULE, absent, Défendeur, savoir :

Une fromagerie érigée au chemin du quatrième rang du township d'Acton, sur la partie de la terre connue et désignée comme étant la moitié est du lot No 467 (quatre cent soixante-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-André d'Acton—avec toutes les accessoires, y compris, entre autres, un engin à vapeur, une bouilloire, les arbres de couche, les courroies et poulies, un réservoir à crème, un séparateur automatique, un réservoir à lait et une baratte.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, le VINGT QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Saint-Hyacinthe, 22 mai 1907. 1695.2
 [Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir : } **A**LPHONSE ED-
 No. 284. } **A**MOND DESILETS,
 Demandeur ; contre ALFRED BROUILLET, Dé-
 fendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Narcisse, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante et seize (276) et partie du lot numéro deux cent soixante et dix-sept (277), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur ; borné en front par la route conduisant au deuxième rang, en profondeur par Gédéon Trudel, du côté nord-est partie par François Cossette et partie par Gédéon Trudel, et du côté sud-ouest partie par Cyriac Hamelin et partie par Gédéon Trudel—avec maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Trois-Rivières, 12 juin 1907. 1953
 [Première publication, 15 juin 1907.]

Avis du Gouvernement

No 327.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par ordre en conseil, du huit septembre 1906, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace, les numéros 701, 702 et 703, et de la municipalité scolaire de Peter-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Hyacinth.
 Saint Hyacinth. } **D**ION & GREGOIRE, Plain-
 No. 320. } tiffs ; vs WILBROD
 HOULE, absent, Defendant, to wit :

A cheese factory erected on the fourth range of the township of Acton, on that part of land known and designated as being the east half of lot No. 467 (four hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint André d'Acton—with all the implements, including, at most, one engine with boiler, shafts, belts and poulies, a cream vat, one automatic separator, one milk vat and one churning machine.

To be sold at the church door of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton, on the TWENTY FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. M. BORDUA,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Saint Hyacinth, 22nd May, 1907. 1696
 [First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit : } **A**LPHONSE EDMOND
 No. 284. } **A** DESILETS, Plain-
 tiff ; against ALFRED BROUILLET, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Narcisse, known and described as being lot number two hundred and seventy six (276) and part of lot number two hundred and seventy seven (277), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Narcisse, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth ; bounded in front by the by-road leading to the second range, in rear by Gedeon Trudel, on the north east side partly by François Cossette and partly by Gédéon Trudel, and on the south west side partly by Cyriac Hamelin and partly by Gedeon Trudel—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Three Rivers, 12th June, 1907. 1954
 [First published, 15th June, 1907.]

Government Notices

No. 372.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, of the eighth of September, 1906, to detach from the school municipality of Saint Charles de Mandeville, county of Maskinongé, the lots having, on the official cadastre of the parish of Saint Didace, the numbers 701, 702 and 703, and of the school municipality of Peter-

borough, dans le même comté, les lots du premier rang du canton de Peterborough, ayant au cadastre officiel de ce canton le No 1a et les numéros suivants jusqu'à 4 inclusivement, le No 17 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, le rang de la concession sud-ouest Mandeville, le rang D nord-est Mandeville, les lots du 2e rang du canton Peterborough, ayant le numéro 6 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, les lots du 3e rang du canton de Peterborough, ayant le numéro 12 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, et d'annexer tous ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Didace, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1907. 1907

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 16 juin 1907, incorporant MM. Olybrius Constantineau, industriel, Henri Schetagne, notaire, de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, Léon Mallard, manufacturier, Zenon Graton, notaire, Mendoza Langlois, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : le pouvoir de prêter de l'argent sur hypothèque, d'agir comme agents, mandataires, procureurs, fondés de pouvoirs pour la gestion, administration, vente, échange, achat et toute aliénation quelconque de propriétés mobilières et immobilières, dont l'exercice n'entraînera pas une responsabilité personnelle rendant possible de contrainte par corps ; le droit d'acheter, acquérir ou autrement obtenir, et de celui de vendre, échanger, aliéner toutes propriétés mobilières et immobilières, le droit de faire le commerce en gros et en détail de toutes espèces de marchandises, pour acheter et vendre tous brevets d'invention, marques de commerce, noms de maison, le pouvoir de prêter, emprunter toutes sommes d'argent nécessaires aux fins de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Prêts de Montréal", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatorzième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,
1909 Secrétaire de la province.

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

Joseph A. Pelletier, de Chicoutimi, marchand, a, le 8 juin 1907, fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juin 1907. 1907

Province de Québec. }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.

In re L. S. Plamondon, marchand, South Durham,
Qué., Insolvable.

Un second et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 1er juillet 1907, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques
Montréal, 13 juin 1907. 1903

borough, in the same county, the lots of the first range of the township of Peterborough, having on the official cadastre of this township the No. 1a and the following numbers to 4 inclusively, the No. 17 and the following numbers up to 34 inclusively, the range of the south west concession Mandeville, the range D north east Mandeville, the lots of the 2nd range of the township Peterborough, having the number 6 and the following numbers to 34 inclusively, the lots of the 3rd range of the township of Peterborough, having the number 12 and the following numbers to 34 inclusively, and to annex these lots to the school municipality of Saint-Didace, in the same county.

This annexation shall take effect on the first of July next, 1907. 1908

Public notice is hereby given that, in virtue of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth June 1907, incorporating Messrs. Olybrius Constantineau, manufacturer, Henri Schetagne, notary, of Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, Léon Mallard manufacturer, Zenon Graton, notary, Mendoza Langlois, real estate agent, of the city of Montreal, for the following purposes, to wit : the power to lend money on mortgage, to act as agents, mandataires, attorneys authorized to manage, administer, sell, exchange, purchase and transfer in any way movable property and real estate, the exercise of which will not involve any responsibility with liability to coercive imprisonment ; the right to buy, acquire or otherwise obtain any movable property and real estate, the right to deal wholesale and retail in any sort of merchandize, to buy and sell patents of invention, trade marks, names or firms, the power to lend, borrow any sums of money necessary for the purposes of the said company, by the name of "La Compagnie de Prêts de Montréal," with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourteenth day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
1907 Provincial Secretary.

Bankrupt Notices

District of Chicoutimi.

Joseph A. Pelletier, of Chicoutimi, merchant, has, on the 8th of June, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 13th June, 1907. 1902

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.

In re L. S. Plamondon, merchant, South Durham,
Que., Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 1st July, 1907, after which date dividends will be payable at my office.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Quebec, 13th June, 1907. 1904

Cour Supérieure.
No 246.

Dans l'affaire de G. J. Dibs, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende, a été préparé en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, No 74, rue Saint Gabriel, Montréal, le ou après le 1er de juillet 1907.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

BEAULIEU ET LALONDE,
Curateurs conjoints.
Montréal, 12 juin 1907. 1965

Superior Court.
No. 246.

In the matter of G. J. Dibs, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final sheet of dividend has been made herein, which shall be payable on or after the 1st July next, at our office, 74, Saint Gabriel street, Montreal.

Any contestation of said sheet of dividend must be filed in our hands before the above date.

BEAULIEU & LALONDE,
Joint curators.
Montreal, 12th June, 1907. 1966

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 24.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Aubertin vs Lacroix, 933 ; Bercovitch vs Labis, 934 ; Corber vs Lechner, 934 ; Deslongchamps vs Lepage, 935 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 932 ; Fleisher vs Goldshleger, 935 ; Gauthier vs Lessard, 933 ; Laframboise vs Légaré, 934 ; Larivé vs Lessard, 933 ; Lentz vs Alder, 933 ; Ouellet vs Roy, 935 ; Sanche vs Leduc, 934 ; Turgeon vs Clair, 934.

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Corriveau vs Corriveau, 934 ; Delorme vs Lambert, 933.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 921.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Denis, 932.

AVIS : — Cour d'Echiquier du Canada : — 930 ; Chemin de fer du comté de Lévis, 930.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 928 ; Conseil législatif, 927.

EXAMENS : — Barreau de Montréal, 932 ; Mesureurs de bois, 926 ; Barreau de Québec, 931 ; Barreau des Trois-Rivières, 931 ; Barreau de Saint-François, 931.

FAILLIS : — Dibs, 947 ; Electric Blue Print Co, 937 ; Fletcher & Ross, 938 ; Jodoin, 937 ; Lachance & Lachance, 937 ; Nadeau, 938 ; Pelletier, 946 ; Plamondon, 946 ; Rabinovitch, 937.

LETTRES PATENTES : — La Compagnie de Prêts de Montréal, 946 ; L'Association des marchands de farine, grains et provisions de Québec, 922 ; The Chibogomo Bonanza Mining Coy, 922 ; The Outremont Land Coy, 922.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité du village de Saint-Joseph, 926.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. : — D. vers lots du village de Saint-Bazile à la municipalité de Saint-Bazile, 926 ; Divers lots de la municipalité de St-Jacques No 1 à la municipalité de Saint-Jacques No 2, 893 ; Divers lots de Wickam Ouest à Saint-Germain de Grantham, 893 ; Divers lots de Eastman à Bolton-Est, 892 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly à Chambly, 926 ;

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Aubertin vs Lacroix, 833 ; Bercovitch vs Labis, 934 ; Corber vs Lechner, 934 ; Deslongchamps vs Lepage, 935 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 932 ; Fleisher vs Goldshleger, 935 ; Gauthier vs Lessard, 933 ; Laframboise vs Légaré, 934 ; Larivé vs Lessard, 933 ; Lentz vs Alder, 933 ; Ouellet vs Roy, 935 ; Sanche vs Leduc, 934 ; Turgeon vs Clair, 934.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE : — Dme Corriveau vs Corriveau, 934 ; Delorme vs Lambert, 933.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 921.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Denis, 932.

NOTICE : — Exchequer Court of Canada, 930 ; The Lévis County Railway, 930.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 928 ; Legislative Council, 927.

EXAMINATIONS : — Bar of Montreal, 932 ; Cullers, 926 ; Bar of Quebec, 931 ; Bar of Three Rivers, 931 ; Bar of Saint Francis, 931.

INSOLVENTS : — Dibs, 947 ; Electric Blue Print Co, 937 ; Fletcher & Ross, 938 ; Jodoin, 937 ; Lachance & Lachance, 937 ; Nadeau, 938 ; Pelletier, 946 ; Plamondon, 946 ; Rabinovitch, 937.

LETTERS PATENT : — La Compagnie de Prêts de Montréal, 946 ; L'Association des marchands de farine, grains et provisions de Québec, 922 ; The Chibogomo Bonanza Mining Coy, 922 ; The Outremont Land Coy, 922.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Municipality of the village of Saint Joseph, 926.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Applications to annex or to erect, &c. : — Several lots of the village of Saint Bazile to the municipality of Saint Bazile, 926 ; Several lots of the municipality of Saint Jacques No. 1 to the municipality of Saint Jacques No. 2, 893 ; Several lots of Wickham West to Saint Germain de Grantham, 893 ; Several lot of Eastman to Bolton East, 892 ; Several lots of the parish of Saint

Divers lots de la paroisse de Saint-Félix de Valois à Saint-Cléophas, 925 ; No 12, de la paroisse de Saint-Bazile au village de Saint-Bazile, 926 ; Partie de la ville de Westmount à la municipalité de Saint-Léon de Westmount, 892 ; Pincourt, 892 ; Ruisseau, 867 ; Saint-Emmanuel, 867 ; Saint-Mathias de Cabano, 893 ; Saint-Laurent des Cèdres, 924.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES : —
Divers lots de Saint-Médard à Saint-Albert de Warwick, 924 ; Divers lots de Saint-Médard à Sainte-Elizabeth de Warwick, 924 ; Divers lots de Saint-Charles de Mandeville à Saint-Didace, 945 ; Labelle, 925 ; Sainte-Aurèle, 925 ; Saint-Camille à Saint-Joseph de Ham Sud, 924 ; Village Saint Jérôme, 925.

NOTAIRES SUSPENDUS : — David, V. S., 936 ; Gingras, I., 935 ; Hunter, H. S., 936 ; Lesage, F. X. A., 936 ; Mathieu, N. C., 937.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT —
En faveur de Laureat Pelletier, 926.

PÉTITIONS : — Calvary Congregational Church, 935 ; Point Saint Charles Congregational Church, 935.

PROCLAMATION : — Convocation des chambres, 921.

RÈGLE DE COUR : — Succession Macdonald et Dme Grant et al, 938.

VENTE PAR LICITATION : — Bowden vs Bowden et al, 938.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA : — Hébert, failli, 939.

BEAUCÉ : — Bégin vs Blais, 940.

BEDFORD : — Ball vs Dme Poissant et al, 941.

IBERVILLE : — Bonneault vs Carreau, 941.

MONTRÉAL : — Verner vs Brown, 942.

OTTAWA : — Beauchamp vs Madore, 942.

PONTIAC : — Rawlins vs Giguère, 943.

QUÉBEC : — The People's Bank of Halifax vs Sissons, 943.

SAINT-FRANÇOIS : — Giard vs Spooner, 944.

SAINT-HYACINTHE : — Dion & Grégoire vs Houle, 945.

TROIS-RIVIÈRES : — Désilets vs Brouillet, 945.

Joseph de Chambly to Chambly, 926 ; Several lots of the parish of Saint Félix de Valois to Saint Cléophas, 925 ; No. 12, of the parish of Saint Bazile to the village of Saint Bazile, 926 ; Part of the town of Westmount to the municipality of Saint Léon de Westmount, 892 ; Pincourt, 892 ; Ruisseau, 867 ; Saint Emmanuel, 867 ; Saint Mathias de Cabano, 893 ; Saint Laurent des Cèdres, 924.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED : —
Several lots of Saint Médard to Saint Albert de Warwick, 924 ; Several lots of Saint Médard to Saint Elizabeth de Warwick, 924 ; Several lots of Saint Charles de Mandeville to Saint Didace, 945 ; Labelle, 925 ; Sainte Aurèle, 925 ; Saint Camille to Saint Joseph de Ham South, 924 ; Village Saint Jérôme, 925.

NOTARIES SUSPENDED : — David, V. S., 936 ; Gingras, I., 935 ; Hunter, H. S., 936 ; Lesage, F. X. A., 936 ; Mathieu, N. C., 937.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
In favor of Laureat Pelletier, 926.

PETITIONS : — Calvary Congregational Church, 935 ; Point Saint Charles Congregational Church, 935.

PROCLAMATION — Parliament convoked, 921.

RULE OF COURT : — Estate Macdonald and Dme Grant et al, 938.

SALE BY LICITATION : — Bowden vs Bowden et al 938.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Hébert, insolvent, 939.

BEAUCÉ : — Bégin vs Blais, 940.

BEDFORD : — Ball vs Dme Poissant et al, 941.

IBERVILLE : — Bonneault vs Carreau, 941.

MONTRÉAL : — Verner vs Brown, 942.

OTTAWA : — Beauchamp vs Madore, 942.

PONTIAC : — Rawlins vs Giguère, 943.

QUÉBEC : — The People's Bank of Halifax vs Sissons, 943.

SAINT FRANCIS : — Giard vs Spooner, 944.

SAINT HYACINTH : — Dion & Grégoire vs Houle, 945.

THREE RIVERS : — Désilets vs Brouillet, 945.